

# MÉDIAS Comment Meta a laissé passer 8.000 campagnes de propagande russe

Une enquête révèle comment une agence de communication russe liée au Kremlin est passée entre les mailles du filet de la modération pour influencer l'opinion. Et ce en dépit du fait qu'elle figurait sur une liste de sanctions de l'Union européenne et des Etats-Unis.

PHILIPPE LALOUX

Entre août 2023 et octobre 2024, période riche en élections en Europe, Facebook a empoché au minimum 338.000 dollars de revenus en diffusant des campagnes de propagande fomentées par une agence de communication russe en lien direct avec le Kremlin. Plus de 8.000 publicités politiques ont ainsi été publiées en Europe, touchant des millions de personnes, rien que dans quatre pays particulièrement ciblés (la France, l'Allemagne, la Pologne et l'Italie). Et ce en dépit des sanctions de l'Union européenne, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis à l'égard de la Russie, du programme de vérification censé avoir été mis en place par Meta, maison mère de Facebook, et des contraintes du Digital Services Act européen. Ces révélations sont le fruit d'un travail d'enquête soigneusement documenté dans un rapport baptisé « Influence by design », mené par CheckFirst, société finlandaise spécialisée dans les logiciels visant à contrer les campagnes de désinformation et d'influence, en collaboration avec deux ONG, Reset Tech à Londres et AI Forensics à Paris.

Ces publicités politiques, visant très clairement à déstabiliser l'opinion publique, ont donc pu passer à travers les filets de la modération de Facebook alors même que l'agence qui les a conçues, la Social Design Agency (SDA), figurait clairement sur une liste de sanctions de la Commission européenne, de Londres et de Washington. Installée à Moscou, la SDA était de fait l'initiatrice d'une des plus emblé-



Exemple de campagne de propagande menée par l'agence russe SDA.

© CAPTURE D'ÉCRAN FACEBOOK

matiques campagnes d'influence pilotées par le Kremlin. L'opération « dOPpelgänger », telle que l'a baptisée l'ONG Eu DisinfoLab qui l'a révélée en septembre 2022, consiste à usurper l'identité de personnalités ou de marques de médias (comme *Le Soir* en a fait les frais) en créant de faux sites web pour diffuser de la désinformation sur Facebook. Deux ans plus tard, malgré le fait que Meta dit avoir identifié 6.000 noms de domaine incriminés, ces campagnes d'influence sont toujours en cours.

A la base de l'enquête de CheckFirst et ses partenaires : une fuite de milliers de documents (des *leaks*) ayant pu être authentifiés comme étant des fichiers internes à l'agence SDA. On y trouve, entre autres, des captures d'écran de leur gestion de campagnes publicitaires sur le site de Meta. Toutes ont été corrélées avec des publicités qui ont effectivement tourné sur Facebook. « Ce qu'on a vu est hallucinant », nous confie Guillaume Kuster, CEO de CheckFirst. « SDA, ce n'est pas une petite ferme à trolls, c'est une véritable agence de communication, très professionnelle. Il y a un vrai travail de conception publicitaire : l'analyse du narratif, la zone géographique et le public ciblé, le design...

Pareil pour le *reporting*, à savoir qu'ils suivent des indicateurs de performance comme dans une agence de pub. Ils documentent tout cela pour juger de l'efficacité de leurs propres campagnes. »

Tout cela pour soigner leur client : le Kremlin.

## Des pubs bidon

Ces campagnes, qui selon CheckFirst ne visaient pas directement la Belgique, prennent la forme de « contenus sponsorisés » tels qu'on les voit apparaître sur le fil d'actualité de Facebook. Le *modus operandi* le plus courant consiste à acheter une pub bidon, sous une fausse identité ou un compte anonyme. Ils créent un texte édulcoré en prenant bien soin d'éviter des termes trop politiques qui ne passeraient pas les radars de la modération. Et l'illustrent par un faux dessin de presse, genre satirique. De la propagande grossière, en fait. On y voit, par exemple, un citoyen allemand jetant de l'argent dans une tombe avec la mention « Pourquoi aider l'Ukraine ».

La SDA est ainsi capable de rebondir dans les 24 heures à des événements d'actualité. Ce fut le cas après l'attentat terroriste qui a fait 145 morts dans la banlieue de Moscou en mars dernier. Après l'attaque du Hamas, le 7 octobre 2023, une campagne affirmant que l'Ukraine aurait vendu des armes à l'organisation terroriste a at-

teint plus de 237.000 comptes en l'espace de deux ou trois jours. La SDA « a la capacité opérationnelle à utiliser les événements actuels comme une arme pour les récits géopolitiques », relève CheckFirst. A chaque fois, l'agence a suivi de près les rapports fournis automatiquement par Meta pour évaluer l'efficacité de leurs campagnes. Ces 8.000 publicités analysées ne représenteraient pourtant qu'une partie de l'iceberg.

## « Modération inefficace »

« Nous sommes surpris de voir que ces pubs ont pu passer alors que les plateformes sont supposées ne pas accepter de l'argent d'une agence qui est sur une liste de sanctions », appuie Guillaume Kuster. « Or, depuis les révélations sur l'opération dOPpelgänger, Meta est au courant depuis 2022. La SDA apparaît sur la liste des sanctions de l'UE en juillet 2023 et des Etats-Unis en mars 2024. Meta n'a donc pas joué son rôle de modération. Et leurs systèmes sont inefficaces. On peut aussi s'interroger sur le régime de sanctions et les leviers à actionner pour s'assurer qu'elles sont effectives. »

Ces révélations surgissent dans un contexte tendu pour la réglementation européenne, après l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche et l'annonce de Meta (mais aussi de Google et de Microsoft) de réduire la voilure en matière de fact-checking.

## Des trous dans la raquette

Meta a annoncé le 7 janvier la fin de son programme de vérification de faits par des tiers aux Etats-Unis. Pour autant, fonctionnait-il correctement ? Pas sûr. Selon l'ONG de fact-checking NewsGuard, seuls 14 % d'un échantillon de 30 récits de désinformation russes, iraniens et chinois, circulant massivement sur Facebook, Instagram et Threads, entre juin 2023 et janvier 2025, ont été identifiés comme étant faux par Meta. Parmi les fake news non reconnues, on retrouve une fausse déclaration russe selon laquelle huit responsables militaires ukrainiens possédaient des villas qui ont brûlé lors des incendies de 2025 en Californie du Sud, une fausse déclaration chinoise selon laquelle les Etats-Unis exploiteraient un laboratoire secret d'armes biologiques au Kazakhstan. Et une fausse déclaration iranienne selon laquelle Trump aurait qualifié l'Iran de « nation puissante ». P.H.L.



## CE WEEK-END DANS LE SOIR

DOSSIER SPÉCIAL,  
**Auschwitz,**  
80 ans après

+ **SO**  
SOIR



MOI  
Titre